

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels*



SIXIÈME COMMISSION
20e séance
tenue le
mardi 13 octobre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 20e SEANCE

Président : M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne)

SOMMAIRE

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE
L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES
(suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.6/42/SR.20
26 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 5.

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (suite) (A/42/41; voir également A/C.6/42/L.1)

1. Mme NORIEGA (Panama) dit que l'on a parlé du manque de volonté politique d'arriver à un accord, au Comité spécial, sur le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales. Mais ce qui était réellement évident, c'était une volonté politique très marquée de contrecarrer tous les efforts faits par le Comité pour arriver à un tel accord. Certains pays ou groupes de pays ont fait opposition à toute tentative visant à développer le principe et renforcer son efficacité.

2. Si le Comité spécial a réussi à se sortir de cette atmosphère d'affrontement qui a duré presque 10 ans, c'est grâce à la souplesse dont a fait preuve l'une des parties en abandonnant son idée initiale et en acceptant l'élaboration d'une déclaration, à titre de compromis. Il faut également reconnaître le rôle positif de la huitième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare en 1986, qui a appuyé sans réserve l'idée d'une déclaration universelle sur le non-recours à la force dans les relations internationales et s'est engagée à oeuvrer dans ce sens au Comité spécial. La déclaration publiée par la Conférence de Stockholm au début de 1986 a également contribué à l'adoption par le Comité spécial d'une approche plus réaliste à l'égard de ses travaux.

3. Le consensus qui s'est manifesté au Comité spécial sur le projet de déclaration renforce sensiblement la validité juridique universelle du principe du non-recours à la force, et devrait le rendre plus efficace. La déclaration proposée réitère sans équivoque les principes de base de la Charte des Nations Unies et d'autres instruments du droit international et contribue ainsi de façon tangible à codifier l'indivisibilité du principe du non-recours à la force et d'autres principes essentiels pour la coexistence des nations. Elle souligne également le rapport existant entre le respect des droits de l'homme et la paix et la sécurité internationales, et interdit catégoriquement le recours à la menace ou à l'emploi de la force pour quelque raison que ce soit.

4. La délégation panaméenne appuie sans réserve le projet de déclaration et pense qu'il devrait être soumis à l'Assemblée générale pour qu'elle l'adopte à l'unanimité, puisque cela ne pourra qu'en renforcer l'autorité. Le fait que la déclaration ne soit pas normative en réduit l'impact, mais la valeur des préceptes qu'elle contient demeure inaltérable. Le principe du non-recours à la force est devenu une notion de droit international dont la validité dans les relations internationales n'est plus liée à l'existence de la Charte des Nations Unies.

5. La déclaration comporte de graves défauts parce que certains grands pays ont empêché qu'on y donne une description plus précise et plus détaillée des nombreuses formes de menace ou d'emploi de la force sur lesquelles un accord s'est fait mais qui ne figurent dans aucun instrument. L'ridique développant le paragraphe 4 de

(Mme Noriega, Panama)

l'Article 2 de la Charte. C'est en vain que le Groupe des pays non alignés a tenté d'y introduire certaines des notions mentionnées dans le rapport du Comité spécial de 1986 comme étant englobées dans le terme "force" (A/41/41, par. 54 et suite). On a ainsi perdu une bonne occasion de développer et de codifier un principe important du droit international. Ceci réduit considérablement la portée de ce qui aurait pu être une contribution réelle à l'efficacité de ce principe, dont le respect dépend, en dernier ressort, de la volonté arbitraire des Etats.

6. Le principe du non-recours à la force ne peut devenir efficace que si chaque Etat assume l'obligation d'adopter les normes du droit international pour base de ses relations. Mais des actes sont commis qui font que le paragraphe 4 de l'Article 2 reste lettre morte, comme d'ailleurs les autres instruments juridiques qui la complètent. Ceux qui violent ce principe sont précisément ceux qui, au Comité spécial, ont été les premiers pendant 10 ans, à s'opposer à toute tentative faite pour expliciter la notion de menace ou de recours à la force sous ses diverses formes. Ils ont agi ainsi simplement parce qu'ils avaient décidé de continuer à utiliser la force sous toutes les formes subtiles que celle-ci revêt lorsqu'elle est utilisée comme instrument d'agression dissimulé.

7. Les progrès actuels des techniques de l'information facilitent grandement le recours à la force, et une campagne cynique de désinformation et de diffamation grossière est menée depuis la fin de 1985 contre Panama par la plus grande puissance du monde. Ce qui a commencé comme une opération clandestine est devenu une campagne éhontée de vastes proportions, qui utilise les méthodes les plus complexes pour renverser le gouvernement actuel et le remplacer par un régime fantoche soumis à ceux qui se sont érigés en juges et meneurs de la communauté internationale.

8. Il n'est pas aisé de discerner pourquoi cette campagne a été lancée, mais tout porte à croire que c'est parce que les Etats-Unis doivent quitter Panama à la fin du siècle. Durant plusieurs années, les Etats-Unis ont souvent violé les Traités Torrijos-Carter, et la campagne de diffamation menée contre le Panama par les médias des Etats-Unis ressemble à la campagne nazie et fasciste qui a amené l'effondrement de la République espagnole en 1935 : on crée d'abord une "mauvaise image" pour discréditer totalement de hauts responsables gouvernementaux puis on recourt à la contrainte politique et économique, sous ses formes les plus extrêmes et ruineuses. La première phase pourrait être qualifiée d'atteinte systématique à la réputation, une notion fréquemment évoquée ces derniers temps à la Maison Blanche et au Sénat des Etats-Unis.

9. Le Panama a subi de graves ingérences dans ses affaires intérieures, sur la base de deux résolutions du Sénat des Etats-Unis dont la dernière demande l'installation dans les 45 jours d'une junte provisoire à la place du gouvernement constitutionnel actuellement au pouvoir, tout cela au nom de la démocratie. La pression économique commence à avoir ses effets sur le Panama qui souffre déjà des conséquences de la déstabilisation ourdie à l'extérieur. La prochaine étape de cette campagne d'agression éhontée pourrait bien être l'assassinat des dirigeants panaméens ou une intervention armée, comme cela s'est produit dans d'autres cas.

10. M. DJOKIC (Yougoslavie) dit que si le projet de déclaration découle des dispositions de documents bien connus de l'ONU, il ne se contente pas d'en reprendre la teneur et constitue bien un important pas en avant. En effet, pour la première fois, un document de l'ONU adopté par consensus regroupe la majorité des dispositions les plus importantes concernant l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales. Outre qu'il développe et réaffirme les dispositions des documents antérieurs, il contribue ainsi sensiblement au renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force.

11. Les dispositions du projet de déclaration qui obligent les Etats à s'abstenir d'organiser, d'encourager et d'appuyer des actes paramilitaires, terroristes ou subversifs et qui interdisent l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature aux fins de contrainte dans les relations internationales sont particulièrement importantes. Toutefois, certains problèmes n'ont pas été résolus de façon satisfaisante, et des obligations beaucoup plus précises en ce qui concerne l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, les mesures de désarmement et la création de conditions favorables à un nouvel ordre économique international auraient contribué dans une plus grande mesure encore à renforcer l'efficacité du principe. Néanmoins, la délégation yougoslave accueille favorablement le projet de déclaration et elle appuie la proposition tendant à le soumettre à l'Assemblée générale pour adoption. Cela aidera non seulement à renforcer l'efficacité du principe mais aussi à renouveler la confiance dans le rôle que peut jouer l'ONU dans des situations où l'on recourt ou menace de recourir à la force. L'adoption aura aussi un effet positif ailleurs, puisque chaque pas en avant dans n'importe quel domaine des relations internationales encourage les progrès dans d'autres.

12. M. MURIN (Tchécoslovaquie) dit que l'atmosphère constructive qui s'est récemment manifestée au Comité spécial après de nombreuses années de désaccord est une manifestation de l'évolution des mentalités qui se fait jour dans les relations internationales. Le projet de déclaration est l'oeuvre commune de tous les Etats et traduit une approche réaliste des relations internationales et du développement progressif du droit international. Ce texte tient compte des exigences des divers groupes de pays, répond à la nécessité de renforcer la paix et la sécurité internationales à l'ère nucléaire, et témoigne d'une prise de conscience toujours plus lucide de la responsabilité commune incombant aux Etats de préserver et de développer des relations de-coopération pacifiques et amicales.

13. Le projet de déclaration va être présenté pour adoption à l'Assemblée générale au moment même où sera célébré le soixante-dixième anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre. L'une des premières mesures prises par les autorités soviétiques avait été de proclamer le Décret sur la paix d'octobre 1917 qui rejetait la guerre comme instrument de politique d'Etat et qui établissait le fondement d'une politique de coexistence pacifique entre les Etats. C'était un signe avant-coureur du processus de transformation du droit international traditionnel en un nouveau droit international démocratique, dont la caractéristique essentielle est l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations internationales.

(M. Murin, Tchécoslovaquie)

14. La Tchécoslovaquie a toujours soutenu tous les efforts visant à renforcer les garanties politiques et juridiques contre la menace ou l'emploi de la force et elle a donc dès le début appuyé l'initiative soviétique qui a abouti à l'adoption du projet de déclaration. Elle est persuadée que la nouvelle Déclaration viendra bientôt rejoindre d'autres instruments remarquables que l'Assemblée a déjà adoptés pour renforcer la base juridique et l'efficacité du principe énoncé au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies.

15. Le souci de compréhension mutuelle et l'esprit de coopération qui ont caractérisé la dernière session du Comité spécial doivent subsister après l'adoption du projet de déclaration car, pour l'application de ce texte, les Etats devront prouver dans quelle mesure ils peuvent s'en tenir à l'orientation qu'ils se sont fixés. Le projet de déclaration montre clairement l'étroit rapport qui existe entre l'efficacité du principe du non-recours à la force, d'une part, et l'observation des autres principes et normes du droit international ainsi que le progrès concernant d'autres aspects des relations internationales, d'autre part. L'application de la Déclaration pourrait donc contribuer sensiblement à la création d'un système global de paix et de sécurité internationales.

16. Les résultats positifs obtenus dans diverses instances internationales aident à créer les conditions qui permettront à la nouvelle Déclaration d'aider constamment à renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales. La délégation tchécoslovaque partage l'avis de ceux pour qui le projet de déclaration répond pleinement aux besoins vitaux du monde moderne, et c'est pourquoi elle est favorable à son adoption immédiate par consensus.

17. Mme ANDRIAMANARIVO (Madagascar) dit que, malgré les divers instruments juridiques internationaux existants, les relations internationales continuent à être marquées par l'escalade de la violence. Le projet de déclaration constitue un autre moyen offert aux Etats pour renforcer leur coopération face aux menaces contre la paix et la sécurité internationales. Il touche pratiquement tous les domaines de la vie internationale et constitue en quelque sorte un lien entre les instruments existants.

18. Madagascar aurait préféré un document normatif qui aurait précisé la portée des principes énoncés dans la Charte en tenant compte de l'évolution des relations internationales, eu égard en particulier à l'incapacité dans laquelle se trouve la communauté internationale d'appliquer efficacement le système de sécurité collective. La délégation malgache se rallie néanmoins au consensus, espérant que l'adoption du projet de déclaration contribuera à la formulation de règles juridiques plus concrètes.

19. Madagascar n'a pas d'objection particulière à l'égard de la partie I du projet de déclaration. Quant à la partie II, elle contient un certain nombre de dispositions pertinentes dont la mise en œuvre nécessiterait des études complémentaires pour les rendre opérationnelles. La délégation malgache aurait souhaité voir figurer, aux paragraphes 25 à 28, une disposition précise reflétant

(M. Andriamanarivo, Madagascar)

les principes énoncés dans les Articles 10 et 11 de la Charte; le Conseil de sécurité ne peut pas se retrancher derrière la responsabilité principale pour dénier aux autres organes de l'Organisation tout rôle dans le rétablissement et le maintien de la paix.

20. La délégation malgache appuie particulièrement les dispositions des paragraphes 18 et 19 concernant le désarmement ainsi que celles du paragraphe 24 relatives à la promotion de conditions favorables dans le domaine économique international. Le Gouvernement malgache note avec satisfaction l'avant-dernier paragraphe qui réaffirme le droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance des peuples soumis à des régimes coloniaux ou racistes ou à d'autres formes de domination étrangère. L'adoption des principes et des recommandations que contient le projet de déclaration est un élément essentiel de la coexistence pacifique entre les Etats. L'application de ces principes dépendra de la volonté politique des Etats; à défaut, la Déclaration demeurera une déclaration d'intention.

21. M. ABADA (Algérie) dit que sa délégation, ayant participé comme observateur aux travaux du Comité spécial, comprend pourquoi ceux qui ont pris la parole ont mis l'accent sur la nécessité d'adopter le projet de déclaration sans rouvrir le débat sur la question. Il a fallu le concours d'un certain nombre de facteurs pour aboutir à la conclusion heureuse des travaux du Comité spécial, y compris le soutien total à l'adoption d'une déclaration universelle sur le non-recours à la force dans les relations internationales et l'engagement à oeuvrer dans ce but, combiné à une redéfinition du mandat initial du Comité spécial; à tout cela est venu s'ajouter l'appui des pays non alignés, exprimé lors de leur conférence au sommet tenue à Harare. La persévérance des pays du tiers monde a atténué les difficultés de la négociation sur la forme du futur instrument.

22. Le projet de déclaration porte la marque de trois grandes lignes de pensée. Il aurait été préférable, en dépit du manque de temps ou de volonté politique, ou des deux à la fois, que l'accord entre ces trois tendances ne se réalise pas au niveau du plus petit dénominateur commun - la simple répétition des principes et normes contenus dans des déclarations antérieures -, d'autant plus que ni les compétences ni les matériaux nécessaires à l'accomplissement de sa tâche n'ont fait défaut au Comité spécial. Il aurait pu s'inspirer plus utilement des acquis, du processus de codification et de développement du droit international et documents de valeur adoptés par l'ONU en matière de relations économiques et de désarmement. La notion de "force" ne se réduit plus désormais au seul usage d'armes, et il aurait été approprié d'inventorier les autres manifestations de la force telles que les pressions économiques et les représailles contre les Etats exerçant certaines prérogatives de souveraineté, en évaluant leur impact sur l'indépendance politique.

23. Toutefois, le projet de déclaration vient s'intercaler entre, d'une part, l'accord réalisé à la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à renforcer la confiance et la sécurité et sur le renforcement en Europe et, d'autre part, le récent accord de principe sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire. Bien que ces deux accords reposent sur une conception de la paix géographiquement restreinte, ils sont de nature à favoriser l'instauration d'une atmosphère propice

(M. Abada, Algérie)

à la paix. Le projet de déclaration peut apparaître ainsi comme une indication sérieuse de la volonté des Etats de réaliser le désarmement en ne concevant plus leur sécurité en termes d'accumulation d'armements et en se détachant progressivement de la logique infernale de la course aux armements, en particulier nucléaires. Dans la mesure où le projet de déclaration constitue un pas important vers cet objectif, la délégation algérienne se prononce en faveur de son adoption.

24. M. ECONOMIDES (Grèce) rappelle la déclaration faite au nom des membres de la Communauté économique européenne - donc de la Grèce - par le représentant du Danemark.

25. La question du renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales est une question vitale pour l'humanité tout entière. En conséquence, la délégation grecque se félicite qu'après tant d'années de travail le Comité soit enfin arrivé à un résultat positif qui a été accepté par consensus. Ce succès est dû au mandat flexible et réaliste donné au Comité en 1986, et encore plus à l'esprit de coopération et de compréhension qui a régné au sein du Comité.

26. La délégation grecque est satisfaite de ce que certaines des propositions présentées par la Grèce au Comité spécial aient été incorporées, parfois sous forme modifiée, dans le projet de déclaration, à savoir la proposition relative à la responsabilité internationale de l'Etat qui recourt à la menace ou à l'emploi de la force (par. 1); la proposition relative à la nullité totale de toute acquisition de territoire par la menace ou l'emploi de la force (par. 10) et la proposition concernant la nullité de tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force (par. 11).

27. Toutefois, il est regrettable que le Comité n'ait pas cru nécessaire d'inclure dans le projet de déclaration deux autres propositions de la délégation grecque. Premièrement, tout en reconnaissant que l'idée est déjà implicitement comprise au paragraphe 10 du projet de déclaration, M. Economides estime qu'il aurait été souhaitable d'adopter formellement une disposition dans le sens de celle qui a été proposée par sa délégation, indiquant qu'une acquisition de territoire par la menace ou l'emploi de la force ne peut en aucun cas donner lieu à une succession d'Etats, règle qui est déjà acceptée respectivement aux articles 6 et 3 des deux Conventions de Vienne de 1978 et de 1983 sur la succession d'Etats. Deuxièmement, l'adoption de la proposition grecque selon laquelle "les Etats ont le devoir d'assister les victimes de l'emploi illégal de la force" (A/42/41, par. 47) aurait complété le paragraphe 4 du projet de déclaration et souligné l'obligation générale de solidarité qui découle de la lettre et de l'esprit de la Charte.

28. Le projet de déclaration embrasse presque tous les aspects de la question du non-recours à la force dans les relations internationales et constitue un pas en avant dans l'établissement d'une liaison entre le respect du principe du non-recours à la force et le désarmement, le développement économique - notamment celui des pays défavorisés, et la protection des droits de l'homme. Toutefois, la délégation grecque pense, avec d'autres délégations, que ce texte aurait pu aller

(M. Economides, Grèce)

encore plus loin dans la voie de la codification et du développement progressif du principe du non-recours à la force. C'est ainsi que le projet ne mentionne pas expressément le caractère de jus cogens du principe, bien que celui-ci découle implicitement du texte de la Déclaration, en particulier des paragraphes 2 et 3, dont l'importance a été à juste titre soulignée par la délégation canadienne à la 19e séance de la Sixième Commission.

29. Il est regrettable que les auteurs de la Déclaration aient cru bon d'utiliser dans un grand nombre de dispositions des parties II et III du texte le terme "devraient", alors que dans la plupart de ces cas le terme "doivent" aurait été plus approprié et même plus correct du point de vue juridique.

30. Malgré des faiblesses qui sont inévitables lorsqu'on procède par voie de consensus, la Déclaration reste un texte important tant sur le plan politique que sur le plan juridique. Sur le plan politique, elle témoigne de la volonté des Etats de lutter aussi efficacement que possible contre l'agression, les actes de violence, les occupations militaires illégales et les autres actes similaires qui constituent des violations flagrantes du droit international et de la Charte des Nations Unies. De tels actes devraient non seulement être mis hors la loi mais aussi sévèrement sanctionnés dans l'intérêt de la communauté internationale dans son ensemble. Dans ce contexte, la délégation grecque a le devoir d'évoquer une fois de plus le cas de la République de Chypre, dont une grande partie du territoire est occupée depuis 13 ans par les forces militaires turques, en dépit des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Sur le plan juridique, le texte complète utilement la résolution 3314 (XIX) de l'Assemblée générale contenant la Définition de l'agression et renforce et enrichit le principe du non-recours à la force.

31. En conclusion, la délégation grecque est en faveur de l'adoption du projet de déclaration et espère que cette adoption se fera par consensus.

32. M. MAPANGO ma KEMISHAGA (Zaïre) dit que le caractère de jus cogens du principe de non-recours à la force fait l'objet d'un accord général. Nombreuses sont les déclarations et les actions de l'Assemblée générale qui ont articulé et défini ce principe, notamment la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, la Définition de l'agression, la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux, la Déclaration sur le droit des peuples à la paix, la création de l'Université pour la paix et la désignation d'une Journée internationale de la paix.

33. L'orateur rappelle les conditions qui ont mené à la création en 1976 du Comité spécial, qui a reçu pour mandat d'élaborer un projet de traité sur le non-recours à la force. Ces conditions ont notamment été le remplacement progressif au niveau mondial du non-recours à la force par le recours à la force, et le cycle permanent de guerre, de paupvreté et de maladie dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Or, après bien des années de débats sur la question, aucun résultat concret n'a été obtenu, les positions restant figées entre partisans et adversaires du traité.

(M. Mapango ma Kemishaga, Zaïre)

34. C'est pourquoi, dans l'intérêt de l'humanité et dans un esprit nouveau de conciliation, un nouveau mandat a été confié en 1986 au Comité spécial, qui s'en est acquitté en un temps record. Cette évolution est aussi due à un changement d'attitude chez les grandes puissances, comme en témoignent les récents accords de principe entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire.

35. La délégation zaïroise se félicite de l'adoption du projet de déclaration, qui non seulement précise le contenu du principe de non-recours à la force, mais souligne qu'aucun Etat ne peut appliquer ni encourager l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains et pour obtenir de lui des avantages de quelque ordre que ce soit.

36. Après l'adoption par l'Assemblée générale du projet de déclaration, le Zaïre appliquera le paragraphe 22 de cette déclaration par l'intermédiaire du Ministère des droits et des libertés des citoyens, dont la mission consiste essentiellement à encourager, promouvoir et garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Zaïre. Le Zaïre développe et encourage le dialogue et les relations de bon voisinage avec ses voisins, selon le principe de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

37. La délégation zaïroise est également satisfaite du fait que le projet de déclaration met l'accent sur la nécessité de régler pacifiquement les différends entre Etats et sur les exceptions classiques visées aux paragraphes suivant le paragraphe 33, relatives au droit à la légitime défense individuelle et collective et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conformément à la Charte.

38. M. VOICU (Roumanie) dit que sa délégation, en tant que membre du Comité spécial et coauteur de la résolution 41/76 de l'Assemblée générale, dans laquelle figure le mandat du Comité, juge que l'élaboration et l'adoption du projet de déclaration par le Comité spécial constituent une preuve éloquente de la possibilité d'arriver à des solutions généralement acceptables sur un sujet politique et juridique très complexe et d'une grande actualité. La question du non-recours à la force est d'autant plus pressante que la situation internationale reste particulièrement grave en raison de l'accélération de la course aux armements, en particulier nucléaires. Dans les différentes régions du monde, des conflits et des tensions persistent et même s'aggravent, tandis que l'on continue de recourir à la force et à l'ingérence brutale dans les affaires intérieures des autres Etats.

39. Dans le même esprit de respect des principes de la Charte des Nations Unies qui a conduit la Roumanie à présenter en 1985 une proposition relative à l'appel solennel adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/9, la délégation roumaine a proposé, au paragraphe 4 du document A/42/562, que, compte tenu des graves dangers que l'intensification des conflits actuels présente pour la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies adresse un appel général à tous les Etats parties à ces conflits pour qu'ils cessent toutes

(M. Voicu, Roumanie)

opérations militaires et invite tous les Etats du monde à régler pacifiquement leurs conflits et leurs différends par la négociation. En outre, la proposition de la délégation roumaine relative à l'utilisation d'une procédure de bons offices, médiation ou conciliation dans le cadre des Nations Unies a été à nouveau examinée par le Comité spécial en 1987, et la Sixième Commission analysera le rapport pertinent au titre du point 129 de l'ordre du jour.

40. L'édification d'un système général de paix et de sécurité internationales, initiative dont la Roumanie s'est portée coauteur, revêt une importance particulière pour le renforcement de la paix et de la collaboration et pour l'assainissement du climat politique mondial. Un tel système devrait reposer sur le strict respect des principes fondamentaux des relations entre Etats, sur la complète exclusion du recours à la force et à la menace de la force, sur le règlement pacifique des différends et sur le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la démocratisation de la vie internationale.

41. La délégation roumaine salue le fait que la déclaration proposée par le Comité spécial réaffirme la valeur universelle du principe de non-recours à la force ou à la menace de la force, et qu'elle développe et renforce l'obligation pour tous les Etats de le respecter. La déclaration met en lumière le caractère impératif du principe de non-recours à la force, tout en reflétant l'aspect universel de ce principe qui s'applique à tous les Etats sans exception. De plus, elle énumère les aspects les plus importants du principe du règlement pacifique des différends, qui est indissociable du principe du non-recours à la force, et elle contribuera donc aussi à l'application de la Déclaration de Manille.

42. Le rôle et la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies dans l'application et le renforcement du principe du non-recours à la force ne peuvent être limités à l'adoption d'un document sur ce sujet : il s'agit là d'une mission fondamentale et permanente. La délégation roumaine appuie donc pleinement l'adoption unanime et solennelle du projet de déclaration, qui marque un pas en avant dans le développement progressif du droit international et dans le raffermissement de la légalité internationale.

43. M. ROUARID (Tunisie) fait observer que, pour la première fois depuis sa création en 1977, le Comité a présenté un rapport contenant des résultats concrets et encourageants, conformément à son nouveau mandat. Ce résultat heureux confirme la position que la délégation tunisienne a soutenue à maintes reprises devant la Sixième Commission, à savoir qu'aucun organe fonctionnant sur la base du consensus ne peut parvenir à un quelconque accord si son mandat fait lui-même l'objet d'un désaccord, et que le Comité spécial se devait de tirer profit de l'atmosphère nouvelle qui commence à caractériser les relations internationales.

44. La délégation tunisienne prend bonne note de l'appel lancé par le Président d'examiner le texte dans son ensemble sans rouvrir les négociations sur les éléments qui le composent, afin de préserver l'accord général. Mais le texte ne représente pas le meilleur résultat qu'il aurait été possible d'obtenir. Il aurait notamment dû insister davantage sur certains principes qui revêtent une importance

(M. Bouabid, Tunisie)

particulière tels que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats. Il aurait également fallu faire figurer dans la partie II des dispositions plus vigoureuses sur la responsabilité particulière du Conseil de sécurité et de ses membres permanents; des dispositions plus claires concernant le rôle de l'Assemblée générale et de la Cour internationale de Justice auraient aussi donné plus de force à la Déclaration.

45. Le projet de déclaration traduit la volonté de la communauté internationale d'oeuvrer pour instaurer un climat de paix, de stabilité et de confiance durables. A ce titre, elle bénéficie de l'appui sans réserve de la Tunisie, pays épris de paix et fermement attaché aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies.

46. M. HAYASHI (Japon) se félicite de l'esprit de compromis manifesté par tous les membres du Comité spécial, au sein duquel le Japon a coopéré à l'élaboration d'un document utile. Le Japon n'est pas entièrement satisfait de toutes les dispositions du projet de déclaration, mais il appuiera son adoption par l'Assemblée générale. Il espère qu'à cette occasion chaque Etat Membre renouvellera son attachement aux principes de la Charte, qui revêt une importance particulière à un moment où les tensions et les conflits armés persistent dans le monde. Comme le Président du Comité spécial l'a noté dans sa déclaration liminaire, la véritable importance de la Déclaration se mesurera à ses effets pratiques sur le comportement des Etats.

47. La partie III de la Déclaration est particulièrement utile, car elle contribuera à renforcer les fonctions de maintien de la paix confiées à l'Organisation des Nations Unies. Cependant, le document dans son ensemble n'a pas été conçu comme un substitut aux dispositions pertinentes de la Charte, aux droits et devoirs des Etats Membres ou aux fonctions et pouvoirs des organes de l'ONU. M. Hayashi tient donc à réaffirmer que le projet de déclaration doit sans ambiguïté être considéré comme dépourvu de valeur normative.

48. La dernière session du Comité spécial a apporté la preuve qu'un organe subsidiaire de la Sixième Commission pouvait accomplir beaucoup en peu de temps. La délégation japonaise espère que les efforts à venir, et notamment la session suivante du Comité spécial consacrée à la Charte, se traduiront par des résultats analogues.

49. M. KOLOMA (Mozambique) exprime la conviction de sa délégation que le non-recours à la force dans les relations internationales est le principe le plus important du droit international contemporain et la pierre angulaire du système des Nations Unies. Un autre principe de toute première importance pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales est celui du règlement pacifique des différends. Les innombrables conflits armés et tensions politiques qui caractérisent le monde contemporain sont la conséquence directe des violations de ces deux principes fondamentaux.

50. Le Mozambique reste très attaché au principe du non-recours à la force dans les relations internationales et mène une politique étrangère pacifique, qui lui a permis de signer un accord avec l'Afrique du Sud en 1984 et un accord de sécurité avec le Malawi en 1986.

/...

(M. Koloma, Mozambique)

51. La délégation mozambicaine estime qu'en tant que formule de compromis le projet de déclaration est bien équilibré. Il répond aux préoccupations essentielles des divers groupes et indique par quels moyens la communauté internationale peut atténuer, voire éliminer, les conflits armés et les tensions politiques. Toutefois, la délégation mozambicaine partage les préoccupations de ceux qui pensent que la Déclaration ne donne pas une image complète des nombreuses années de travail assidu du Comité spécial, et de ceux qui jugent qu'elle aurait pu traiter d'autres questions qui se posent dans le même domaine. Malgré ces lacunes, la délégation mozambicaine considère qu'il s'agit d'un document politique important et valable et se prononce sans réserve pour son adoption.

52. M. DJIENA (Cameroun) dit que, lorsque la question a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, les positions étaient opposées sur la question de savoir s'il fallait ou non élaborer un traité mondial sur le non-recours à la force. Cette opposition a persisté pendant 10 ans, au cours desquels de nombreux Etats non alignés n'ont cessé d'adopter une position souple, l'essentiel étant de renforcer l'efficacité du principe du non-recours à la force. C'est dans cet esprit qu'à Harare, en 1986, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés ont adopté une déclaration sur la question. La Conférence de Stockholm a aussi accordé une attention particulière à ce problème.

53. La délégation camerounaise est heureuse d'avoir participé aux travaux constructifs de la dernière session du Comité spécial. Le projet de déclaration représente un compromis acceptable et devrait être adopté sans vote par l'Assemblée générale. Le Comité spécial a eu raison de retenir parmi les principes énoncés dans la partie I ceux qui concernent le règlement pacifique des différends, la conduite des Etats, les droits de l'homme, le désarmement et les mesures génératrices de confiance, le droit de légitime défense individuelle et collective, et le développement de la coopération internationale dans les domaines économique, technique et culturel. Le point le plus important de la partie II concerne les mesures que les Etats doivent prendre pour respecter leur obligation de ne pas recourir à la force. La partie III souligne à juste titre le rôle de l'Organisation des Nations Unies et la nécessité pour les Etats de faire un meilleur usage de l'Organisation.

54. L'adoption du projet de déclaration n'a pas réglé tous les problèmes, et les réserves exprimées au moment de l'adoption, par l'Assemblée générale, des résolutions 2625 (XXV) sur les relations amicales, 3314 (XXIX) sur la Définition de l'agression et 37/10 contenant la Déclaration de Manille restent valables. Mais les arguments des Etats en faveur d'un soutien sans réserve à toutes les parties de ces résolutions tiennent toujours. Ainsi, la délégation camerounaise reste convaincue que l'appel lancé au paragraphe 10 du préambule à tous les Etats pour qu'ils s'abstiennent de prendre des mesures de coercition tendant à priver les peuples de leur droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance s'applique à tous les conflits armés et aux situations où il n'y a pas d'agression directe, mais qui sont caractérisées par des pressions politiques, économiques et culturelles.

(M. Djiena, Cameroun)

55. La délégation camerounaise espère que le projet de déclaration sera utile à l'Organisation dans son rôle de maintien de la paix et inspirera le comportement des Etats. Même si ce n'était pas le cas, le texte est un pas important dans la bonne direction et manifeste une nouvelle fois l'inquiétude de la communauté internationale face à la recrudescence de l'intervention armée ou de l'agression indirecte par des pressions économiques et politiques. A cet égard, la délégation camerounaise a été encouragée par l'adoption de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité. Cette action devrait être étendue avec la même vigueur aux autres régions troublées telles que l'Amérique latine, le Moyen-Orient et surtout l'Afrique australe, où les activités du régime de Pretoria constituent depuis longtemps une atteinte à la paix et à la sécurité internationales.

56. M. SOMOGYI (Hongrie) dit que le non-recours à la force reste l'une des questions les plus importantes auxquelles doit faire face la communauté internationale. Dans le système global de paix et de sécurité internationales proposé par les pays socialistes en 1986, l'application sans réserve du principe du non-recours à la force joue un rôle important.

57. Lors des sessions précédentes de l'Assemblée générale, la délégation hongroise a appuyé sans réserve l'élaboration et l'adoption d'un instrument juridique international relatif au non-recours à la force. Au cours du débat général de la quarante-deuxième session, le Ministre hongrois des affaires étrangères a déclaré que le seul moyen d'assurer un avenir sûr aux nations européennes était d'aborder autrement les relations internationales et de renoncer au recours à la force ou à la menace de la force. Cela s'applique naturellement à tous les continents.

58. L'adoption du projet de déclaration par l'Assemblée générale constituerait un pas important vers la consolidation du fondement juridique des relations pacifiques entre les nations, car l'une des tâches les plus urgentes de notre époque est de bannir le recours à la force des affaires internationales. Cette adoption serait plus qu'un geste symbolique, car elle renforcerait le prestige de l'Organisation des Nations Unies et la conviction de la communauté internationale que l'Organisation doit prendre plus d'initiatives pour apaiser les tensions et interdire la menace ou l'utilisation de la force, qui sont contraires à la Charte. L'adoption du projet de déclaration marquerait un nouveau progrès dans la codification et le développement du droit international et dans le renforcement du rôle du droit dans les relations internationales.

La séance est levée à 12 h 45.